



**INSTITUT
DE LA CONCERTATION
ET DE LA PARTICIPATION
CITOYENNE**



Grand débat national, Vrai Débat : LE GRAND ET VRAI DEBRIEF



Paris – Vendredi 5 juillet 2019

Sommaire

L'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne et le Grand débat national.....	2
Le contexte du Grand débat national.....	3
Table ronde « Bilan critique du Grand Débat National »	4
Ateliers thématiques	10
Les coulisses du Grand débat national : un autre regard par ses prestataires	10
Analyse des données et synthèse(s) du Grand Débat National et du Vrai Débat.....	13
Quelles incidences sur la participation citoyenne dans les territoires ?	20

L'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne et le Grand débat national

Au moment de l'annonce du Grand débat national par le gouvernement à la fin de l'année 2018, le positionnement à adopter par l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne (ICPC) était loin de faire consensus à la fois au sein du Conseil d'Administration mais aussi au sein de ses membres.

Néanmoins, la nécessité de ne pas rester passifs face à ce moment inédit dans l'histoire politique était partagée. C'est pourquoi nous avons lancé fin janvier 2019, *l'Observatoire des débats*¹ en partenariat avec le GIS Démocratie et participation avec l'appui de Démocratie Ouverte et de Décider Ensemble et en s'associant à un projet de recherche du CEVIPOF. Partant du principe qu'il y a toujours un décalage entre intention et réalisation, l'objectif était de collecter des données sur les débats locaux dans un premier temps, puis sur l'ensemble du Grand Débat ainsi que du Vrai Débat, afin de constituer un « miroir des débats » et de documenter la participation citoyenne en action. Inspirée d'une démarche de science participative, l'Observatoire a proposé aux chercheurs et aux praticiens de la participation bénévoles d'unir leurs efforts pour contribuer à cette tâche. Environ 80 observateurs volontaires se sont ainsi mobilisés partout en France. Leurs observations ont été mises à disposition de tous et ont contribué à la réalisation de plusieurs synthèses et travaux de recherche. Cette demi-journée d'échange vise à apporter de nouveaux regards sur cet événement et à en dégager des enseignements utiles pour notre pratique.



Le contexte du Grand débat national

Le Grand débat national a été lancé le 15 janvier 2019 par le Gouvernement, pour tenter de sortir de la crise sociale et politique que la France traversait avec le mouvement des Gilets Jaunes.

Quatre thèmes de débat sont proposés par le gouvernement: 1. la transition écologique ; 2. la fiscalité et les dépenses publiques ; 3. l'organisation de l'État et des collectivités publiques ; 4. la démocratie et la citoyenneté.

Des réunions locales ont été conduites jusqu'au 15 mars, l'espace de contribution en ligne a été ouvert du 22 janvier au 18 mars. Des Conférences Citoyennes Régionales (21) se sont tenues en mars, ainsi que 4 Conférences Nationales Thématiques avec la société civile organisée.

Au total, la plateforme a recueilli **1,9 million de contributions numériques**. **10134 réunions locales** ont été organisées, **27 374 courriers ou courriels** ont été reçus. Pour le traitement, cela a représenté un défi de taille en termes de volumétrie. En parallèle, des **cahiers citoyens**(ou cahiers de doléance) ont été mis à disposition dans **16 337 mairies** et **12 stands de proximité** se sont déplacés dans 58 gares et 45 bureaux de Poste.²

De plus, certains citoyens issus du mouvement des Gilets Jaunes insatisfaits de la façon dont se déroulait le Grand débat et suspicieux sur les suites qui allaient lui être données, ont lancé des réunions locales et des Assemblées Citoyennes Délibératives dans le cadre du **Vrai Débat**, aidés par quelques chercheurs.

¹ Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site de l'Observatoire des Débats :

<https://observdebats.hypotheses.org/>

² Pour en savoir plus, retrouvez une infographie récapitulative et toutes les synthèses : <https://granddebat.fr/>

Table ronde « BILAN CRITIQUE DU GRAND DÉBAT NATIONAL »

Trois mois après l'annonce des conclusions du Grand débat national, quel bilan en tirer ?

Le Grand débat national, a été, à n'en point douter une expérience inédite de participation citoyenne à l'échelle du pays. Néanmoins, la manière dont il s'est organisé et déroulé (temporalité, thématiques, dispositifs) pose bien des interrogations. Quels enseignements en retenir pour de futurs exercices potentiels ? Au-delà des aspects méthodologiques, quelles auront été la finalité et la portée de ce débat ? Si le gouvernement s'est engagé à « prendre en compte » les contributions, la réponse politique a-t-elle été à la hauteur des attentes des citoyens et de l'enjeu démocratique ?

Table ronde animée par Judith Ferrando y Puig, co-présidente de l'ICPC, avec :

- *Loïc Blondiaux, politologue et Professeur des Universités au Département de Sciences politiques de la Sorbonne (Université Paris I);*
- *Isabelle Falque-Pierrotin, membre du Collège de garants du Grand débat national ;*
- *Bernard Reber, philosophe politique et moral, Directeur de recherche au CNRS et membre du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).*



Isabelle Falque-Pierrotin



Les cinq garants sont entrés tardivement dans le Grand débat national. Ils ont été nommés le 17 janvier 2019 et ont donc hérité d'un dispositif sur lequel ils n'ont pas pu avoir un droit de regard dès le début. La mission du collège des garants consistait à assurer le contrôle démocratique du débat, ce qui globalement a été respecté.

On attendait du Grand débat national qu'il soit inclusif (ouvert à tous) et transparent (toutes les paroles énoncées devaient être mises en ligne). En plus de ces principes énoncés par le gouvernement, les garants ont ajouté celui d'efficacité, à savoir que le Grand débat doit « servir à quelque chose ». Nous avons également été soucieux de notre indépendance et celle-ci a été respectée. Nous nous sommes exprimés publiquement à plusieurs occasions par des communiqués de presse et avons rendu nos conclusions le 9 avril 2019 au gouvernement, consultables dans leur rapport en ligne.

Le Grand débat national a donc constitué un moment démocratique important. Aurait-il été possible de mieux faire ? La réponse est oui, en se donnant plus de temps. Le dispositif était pensé pour correspondre à un agenda politique, c'est-à-dire pour se clore avant les élections européennes. Le temps a manifestement constitué une contrainte.

En second lieu, il faut s'interroger sur le périmètre large des sujets traités, élargi encore par les participants, ce qui a rendu plus complexe l'exploitation des résultats.

On peut aussi estimer qu'il s'agit plus d'une consultation qu'un débat puisqu'il y a eu peu d'interaction, de progression dans les discussions. Il y en a eu au cours des conférences citoyennes régionales (CCR) mais pas dans les réunions d'initiatives locales (RIL) qui étaient trop courtes pour cela, ni sur la plateforme internet qui n'était pas conçue à cet effet. Globalement, un objectif de

délibération était difficilement compatible avec un périmètre thématique aussi large et un délai aussi court.

Quant aux interventions du chef de l'Etat qui ont émaillé le temps du débat, les garants ont considéré qu'elles étaient justifiées dans un premier temps afin de faire connaître le Grand débat, mais contre-productives ensuite puisqu'elles ont été vécues comme de la communication politique et ont freiné la participation de certains citoyens.

Finalement, à quoi tout cela a-t-il servi ? Il est certain que le Grand débat a révélé une envie de dialoguer des Français. La participation des citoyens s'est révélée efficace, sinon pour répondre à toutes les demandes exprimées, au moins pour mettre certaines préoccupations à l'agenda des décideurs. Plus généralement, le déroulement du Grand débat témoigne de la nécessité de mettre en place un nouveau paradigme démocratique, une nouvelle façon de faire de la politique, une nouvelle culture de la décision publique. A ce jour, on n'en a pas tiré de conséquences suffisantes.

Le Grand débat aura au moins permis de tirer des enseignements pour un prochain exercice de ce type, à savoir un dispositif plus ciblé, plus long dans le temps, plus délibératif mais aussi plus informé. Un dispositif à propos duquel il faudra se poser la question de l'objectif préalablement (à quoi cela servira-t-il ?) ce qui n'a pas été le cas ici.

Loïc Blondiaux



Ma position a été évolutive sur le Grand débat. Au départ, l'éviction de la CNDP et l'organisation du débat par le gouvernement m'ont conduit à être suspicieux vis-à-vis du dispositif. J'ai été rassuré en observant la manière dont il s'est déroulé. Aujourd'hui, je suis interrogatif sur ce qu'il a produit.

Comment penser le Grand débat national ? Il y a six façons possibles de le voir, que je vais détailler ici :

1. La première est de le considérer comme un "coup politique", la réponse d'un gouvernement destiné à apaiser une crise sociale. Dans ce genre de situation, quelles sont les armes dont dispose un gouvernement ? La répression, la réponse aux demandes des citoyens (ici, la hausse de la prime d'activité), ou ce qu'on appelle une concession procédurale. Ici, il s'est agi de donner plus de place à la discussion, d'opposer aux Gilets Jaunes une autre façon de participer, d'élargir le public en incluant d'autres citoyens. On peut considérer qu'il s'agit d'un coup politique réussi, puisque le gouvernement est parvenu à changer son image et à apparaître comme ouvert au dialogue.
2. Deuxième façon de voir le Grand débat national : un événement dans l'évènement que constitue le mouvement des Gilets Jaunes. Ce dernier a changé le cours des choses, tout comme le Grand débat qui était tout aussi imprévisible. Il a pris une ampleur nationale inédite. Il a mis en suspens le cours des choses et bousculé les agendas.
3. Le Grand débat peut aussi être vu comme la réponse à une demande, le symptôme de quelque chose qui pourrait transformer nos institutions. Si la revendication par les Gilets Jaunes du référendum d'initiative nationale (RIC), témoignait d'une demande de participation directe au pouvoir, il existe sans doute aussi dans la société, dans une autre fraction de la population, une demande de discussion politique, une volonté d'expression qui n'implique pas forcément celle de décider.

4. Le Grand débat a été également un laboratoire d'expérimentation de méthodes participatives, de techniques de délibération, de traitement des données... Il a mis à jour l'importance du design en permettant un test comparatif entre les formats, les résultats qu'ils produisent et les critères qui servent à évaluer la performance démocratique de chaque dispositif, de recueil d'opinion ou d'interprétation de leur signification. Il a mis en évidence les forces et les faiblesses des différents outils : cahiers de doléances, réunions, tirage au sort, plateforme internet...
5. Le Grand débat a aussi constitué un moment d'acculturation de la société aux thèmes, outils et limites de la démocratie participative. De nombreux citoyens ont pris conscience de l'importance du design démocratique, c'est là par exemple que beaucoup d'entre eux ont entendu parler de « garants » pour la première fois.
6. Enfin, le Grand débat a produit de nombreuses connaissances pour la recherche en sciences sociales. Les chercheurs disposent de matériaux suffisants pour alimenter leurs travaux pendant dix ans !

Au regard de la diffusion de la culture participative, le Grand débat est-il un épiphénomène, un accélérateur ou un point d'arrêt ? A première vue, on peut penser que c'est un accélérateur. On perçoit une pénétration des instruments participatifs dans le monde politique et une prise au sérieux de ces enjeux. La demande sociale de participation est apparue évidente. Cependant, depuis lors, on enregistre de nouvelles attaques envers le droit et les institutions de la participation : réforme de l'enquête publique, futur incertain de la CNDP, etc. On a pu aussi mesurer la superbe indifférence des politiques à l'égard ce qui a été dit lors du Grand débat national. Le Président de la République comme le Premier Ministre se sont exprimés au lendemain du processus sans véritable prise en compte de ce qu'a produit le débat. Il est clair enfin que le Grand débat national n'a pas réussi à dépasser l'agrégat d'opinions individuelles pour construire du collectif et définir des orientations politiques communes.

Au regard de ces différents constats, le risque majeur est que la démocratie participative soit perçue comme un auxiliaire du pouvoir politique, déconnectée de la prise de décision et perçue par les dirigeants comme un instrument utile et peu coûteux politiquement.

Bernard Reber

Qu'est ce qui permet de faire un « bon » débat ? Souvent on demandera philosophe politique de tenter de répondre à cette question. Il peut comme d'autres y contribuer en passant par les questions suivantes :

1. Quels étaient les buts du Grand débat national ?
2. Les contraintes contextuelles ?
3. Les difficultés d'un débat en cours de mandat ?
4. Les caractéristiques de cette constellation de débats ?
5. Les forces et les faiblesses de chaque procédure ?
6. Les garanties données ?
7. Les théories normatives d'arrière-plan ?
8. Les résultats (certes très partiels) ?
9. Les leçons à tirer pour le débat empirico-normatif à propos de la théorie de la démocratie délibérative ?



10. Les leçons face à la citoyenneté critique allant de la défiance à une forme de citoyenneté qui accepte la réflexivité, la responsabilité et le pluralisme.

Sur cette base d'analyse, plusieurs éléments sont évoqués comme des résultats, dont quelques-uns sont repris ici.

Premier constat : il n'est pas simple de gouverner et de consulter en même temps. Le gouvernement avait affiché des intentions, sur la base desquelles il a été élu. Est-ce légitime de bouleverser le programme qu'avait approuvé une majorité de Français ?

Ce débat a constitué une expérience inédite par son ampleur et par le contexte dans lequel il a été élaboré. De ce fait, il a posé des défis méthodologiques nouveaux. Comment intégrer les différentes échelles territoriales ? Comment articuler dans le temps les différentes modalités pour construire un moment délibératif à l'échelle du pays ?

On a vu clairement que chaque outil, chaque procédure a ses intérêts et ses limites. En outre, leur mise en œuvre a été très différente selon les contextes. Il est difficile par exemple de parler des réunions d'initiative locale (RIL) de façon générale car leur déroulement a différé très sensiblement d'une réunion à l'autre. Les modalités de discussion, le rôle des élus, l'animation : tout cela a varié. On a parfois assisté à des brassages de populations, à des discussions entre des Gilets Jaunes et d'autres personnes qui n'en étaient pas, alors que dans d'autres réunions, la population était plus homogène. Il y a donc eu, au sein des RIL, des configurations très différentes, sans qu'il soit toujours possible d'ailleurs de savoir en quoi cela a produit des résultats sensiblement différents.

Les Conférences citoyennes régionales (CCR) ont constitué également des moments intéressants. On peut douter cependant que les participants aient fait évoluer leur avis au cours du déroulement. La plupart d'entre eux se satisfont souvent de reformulations par agrégation des propositions à propos des problèmes à résoudre et des solutions proposées qu'il fallait au contraire sélectionner, en passant parfois par le vote. Or, les organisateurs attendaient l'expression des accords et des désaccords argumentés. C'est sans doute une difficulté à assumer des désaccords politiques face à des personnes inconnues qui est à l'origine de cette stratégie d'évitement par l'agrégation.

Finalement, le Grand débat national a-t-il constitué un moment de délibération ? Il resterait beaucoup à faire pour une délibération pleine et entière. Mais pour porter un jugement éclairé sur cette expérience, pour évaluer le Grand débat national, il faut d'abord se demander ce que l'on en attend et répondre de diverses manières aux 10 questions précédentes. Par exemple, il était sans but clairement défini. Ou encore quelle théorie, quelle conception du débat avons-nous en tête, avec quelles théories d'arrière-plan (démocratie délibérative, participative, dialogisme, concertation...) jugeons-nous ce débat ? Passer d'une critique réactive à une critique rationnelle suppose de répondre à ces questions, tant pour les citoyens que pour les analystes. On peut déjà reconnaître dans cette expérience une sorte de système délibératif appuyé sur une constellation de débats et de formes passant de la plate-forme aux CCR. A ce titre, c'est une expérience sociopolitique unique pour les recherches interdisciplinaires à venir.

Synthèse des échanges avec la salle

Q. Dans une réunion d'initiative locale dans le 18ème arrondissement à Paris, si la salle était comble, les jeunes n'étaient pas représentés et les animateurs n'étaient pas expérimentés. Le cadre proposé du Grand débat était rigide, par exemple un thème par table, les citoyens sont d'ailleurs passés outre.

Q. Le Grand débat s'apparente plus à une consultation qu'à un débat. Il y a eu une grande hétérogénéité des animateurs dans les débats, par exemple à La Rochelle, il y a eu des réunions de qualité.

Q. Pourquoi les chercheurs passeraient-ils dix ans à analyser un débat qui n'a rien produit ?

Q. On sait peu de choses sur "qui dit quoi". Dans ces conditions, quelle est l'utilité sociale de l'analyse des données ?



Isabelle Falque-Pierrotin. Il est vrai que les réunions ont été très inégales au niveau de l'animation mais vu l'ampleur du dispositif et le manque de temps, il n'y avait pas d'autre choix que de faire confiance à des animateurs volontaires mais mal connus. Cela a produit une grande hétérogénéité au niveau des réunions locales. Il faut en avoir vu un grand nombre pour en prendre la mesure. Une difficulté de l'évaluation du dispositif, c'est que l'objectif du Grand débat national n'a jamais été très clairement défini : s'agissait-il d'infléchir le programme du gouvernement ? Autre chose ?... A l'avenir, il est important que les attendus d'une telle initiative soient clairement affichés.

Loïc Blondiaux. Il est inexact de dire que le Grand débat national n'a pas eu d'effet. C'est un moment dans un processus d'acculturation qui est nécessairement long. Tout ne peut pas se faire au niveau des institutions qui sont les nôtres. On pourrait imaginer que l'expérience du Grand débat national invite à passer à la vitesse supérieure dans ce domaine et qu'il contribue par exemple à ce que la culture de la participation passe par l'école, que celle-ci développe des apprentissages au dialogue, à l'empathie, à l'imagination, à la confiance en soi. A mon avis, on en est encore loin.

Eric Mulot Radojcic. Je suis d'accord pour dire que le Grand débat a eu des effets, notamment dans les territoires. Il a permis d'engager des discussions sur ce qu'est la participation. C'est devenu un sujet incontournable, à mon avis, dans la perspective des prochaines élections municipales.

Pascal Jarry. Cela a effectivement permis de mettre à l'agenda politique un objet - la participation - qui n'est pas toujours dans la culture locale, notamment dans les territoires ruraux et périurbains. La limite de l'exercice, c'est qu'il s'est agi d'un ensemble de contributions individuelles et qu'il y a eu peu de construction collective.

Joana Janiw. Au sein de l'administration, le Grand débat national a évidemment eu un effet sur les pratiques et sur la réflexion de ceux qui s'intéressaient déjà à la participation. Mais dans l'ensemble de la fonction publique, ils ne sont pas très nombreux. Par ailleurs, les agents de la fonction publique nationale ont-ils la possibilité de mettre en œuvre des processus participatifs ?

Bernard Reber. Oui, c'est souhaitable et je sais que ce n'est pas facile. Il faut mobiliser l'expertise professionnelle des personnes dans les processus de participation et de délibération. Les RIL ont permis la mobilisation de toute sorte de pratiques de la participation. Nous n'en sommes qu'au début pour une délibération réelle qui prenne en compte les difficultés du jugement dans un contexte reconnaissant le pluralisme. Si participer est devenu un mot d'ordre, discuter de politique et acceptant les désaccords et délibérer est bien plus complexe. De plus, la difficulté a été pour la

mission interministérielle du Grand débat de le faire dans le contexte très contraint, notamment très court, dans lequel tout cela a été mis en place.

Un.e participant.e. Le Grand débat a eu des effets au niveau local : une montée en compétence, une tenue de débats de qualité, etc. ; néanmoins, nous sommes las des débats qui ne débouchent sur rien.

Q. 90 % des propositions qui sont ressorties du Grand débat allaient à l'encontre du gouvernement, l'inflexion de celui-ci a été faible. Le Grand débat est une réussite politique pour lui, car il a affaibli les Gilets jaunes. Tout a été mis en œuvre pour que rien ne change, avec la Convention citoyenne sur la transition écologique organisée par le CESE, "grand bain d'eau tiède" par excellence.

Q. Comment construire l'action publique avec des millions de personnes ? Que veut dire une expression individuelle ? La culture de la participation induit un processus de transformation personnelle. Or les institutions poursuivent l'intérêt général dans les politiques publiques. Ont-elles la capacité à accepter la variation, le pas de côté ? Ce n'est pas évident car souvent, il y a une obligation de résultat.

Isabelle Falque-Pierrotin. L'expérience du Grand débat national pose la question de notre culture de la participation. Quelle vision de la décision publique faut-il promouvoir ? Comment construit-on des décisions légitimes et efficaces ? Pour moi, la décision doit intégrer, très en amont, la participation des citoyens et des parties prenantes. On ne peut plus s'en passer. Les citoyens ont une partie de la réponse aux questions posées.

ATELIERS THÉMATIQUES

1. Les coulisses du Grand débat national : un autre regard par ses prestataires

Avec : Thibaut Dernoncourt, Directeur conseil de Cap Collectif ; Judith Ferrando y Puig, Co-directrice de Missions Publiques ; Catherine Petit, Mission Grand débat national.

Mission Publiques a été en charge, avec Res Publica, de l'organisation des Conférences citoyennes régionales. Cap Collectif a mis en place la plateforme de participation en ligne du Grand débat national ainsi que celle du Vrai débat. La mission Grand débat était une mission interministérielle placée sous l'autorité du Premier ministre et constituée en janvier 2019 pour mettre en place le volet « présentiel » du Grand débat national, le volet « numérique » étant confié à la Direction numérique du Service d'information du gouvernement (SIG).



Animation : Damien Mouchague, administrateur de l'ICPC et Directeur du Conseil de développement de Bordeaux Métropole

Echanges avec les intervenant.e.s

Quelles étaient les principales contraintes imposées aux prestataires par le commanditaire, qui peuvent expliquer les choix méthodologiques qui ont été faits ?

Thibaut Dernoncourt. La principale contrainte était le délai disponible. Pour un prestataire qui propose des solutions de participation en ligne et qui dispose déjà d'outils fonctionnels, un site peut être mis sur pied très rapidement à partir du moment où il ne nécessite pas de développement informatique, c'est-à-dire qu'il n'y a pas besoin d'écrire du code. Cela a été le cas ici. Il n'aurait pas été possible de faire mieux au regard des délais disponibles.

Autre élément imposé : le questionnaire soumis aux internautes. Il avait été élaboré par deux cabinets ministériels (celui des deux ministres en charge du débat, Sébastien Lecornu et Emmanuelle Wargon) et par le SIG.

Un élément de contexte particulier : le CESE a mis en place, fin 2018 dans le cadre du Grand débat, une consultation en ligne qui a fait l'objet d'une action collective lancée par l'association « La Manif pour Tous » qui a abouti à ce que la proposition d'abrogation du mariage pour tous arrive en tête comme proposition la plus votée (parmi 8000). Le commanditaire avait donc en tête cette référence et redoutait fortement qu'il se passe la même chose avec « sa » consultation.

Il y a eu ensuite une incertitude, qui était la capacité du site de résister à une forte affluence. Un site peut faire face à 20 000 usagers simultanés (simultanés = la même seconde), lors d'un passage au journal télévisé. Dans ce cas, il y avait un risque que le site soit temporairement inaccessible, ce qui découragerait les internautes et aurait provoqué un tollé notamment sur les réseaux sociaux. Nous avons pris toutes les précautions nécessaires pour « booster » la plateforme et éviter cela, mais il y avait cependant un risque élevé.

Catherine Petit. Les délais étaient en effet très contraints. Le 10 décembre 2018, le gouvernement annonce que le Grand débat commencera en janvier 2019. Le 10 janvier, la CNDP se retire de son organisation. La volumétrie prévisible du dispositif était inédite. Il a donc fallu mettre en place dans l'urgence un dispositif entièrement nouveau. Il faut noter qu'il n'existe en France aucun lieu de capitalisation d'expériences participatives de cette ampleur, sauf chez certains prestataires. Cela également a constitué une forme de contrainte.

Autres contraintes : l'enveloppe budgétaire globale, qui avait été fixée entre 10 et 15 millions d'euros et qui a été respectée, et le code des marchés publics, qui a obligé le gouvernement à trouver les prestataires au moyen de contrats-cadres existants car les délais ne permettaient pas de lancer de nouveaux appels d'offres.

Judith Ferrando. Dans l'organisation des Conférences citoyennes régionales (CCR), nous avons fixé des lignes rouges : d'une part, que les débats ne soient pas organisés autour des questionnaires, même s'ils restaient structurés par les quatre grands thèmes proposés par le gouvernement ; d'autre part, qu'il y ait des formes de garantie à la qualité des échanges : du temps (1 jour et demi), et une progression qui laisse de la latitude aux participants. Enfin, il nous semblait primordial pour la crédibilité des CCR, que la méthode soit approuvée par les garants. L'acceptation de cette mission, particulière au regard du contexte et des intentions du gouvernement, a fait l'objet de débats au sein de nos équipes.

Progressivement, la gouvernance du dispositif s'est mise en place : la mission Grand débat, le SIG, les cabinets ministériels, le collège des garants, les prestataires... Une difficulté a été l'existence d'un certain cloisonnement, ou au moins le peu de culture du dialogue, entre les cabinets des ministères, les agents de la mission, les garants...

Pour ce qui concerne le déroulement des conférences régionales, aucune méthode n'a été imposée aux prestataires, hormis certains critères comme le fait que les données puissent être agrégées, ce qui imposait un déroulement et des formats de restitution homogènes. Nous avons pu faire preuve d'inventivité, notamment en ce qui concerne le tirage au sort.

Catherine Petit. En matière de tirage au sort, aucun système n'est parfait. Faire usage des listes électorales, cela exclut les citoyens qui n'y sont pas inscrits. Nous avons opté pour une génération aléatoire de numéros de téléphone. Evidemment, le système génère des numéros qui ne sont pas attribués, mais nous avons poursuivi les appels jusqu'à trouver le nombre souhaité de participants.

Judith Ferrando. Une synthèse des conférences régionale a été produite par les prestataires, sans aucune intervention de la mission interministérielle ni des garants. En revanche, il n'existe pas de synthèse globale de celles-ci et des réunions locales. C'était un souhait des garants de ne pas additionner « des choux et des carottes », c'est-à-dire d'une part les résultats issus d'un processus délibératif « standardisé » d'une journée et demie, et d'autre part ceux issus d'un grand nombre de réunions publiques de quelques heures que l'on savait être très hétérogènes. Ce point de vue se défend, la contrepartie qu'il faut accepter, c'est qu'il n'existe pas de synthèse globale du Grand débat national.

Synthèse des échanges

A l'issue de l'atelier quelques grands enseignements peuvent être notés à partir de cet espace moins médiatique du Grand débat qu'a été le travail des prestataires « en coulisse ». Il en ressort des sujets de questionnement qui dépassent cet exercice. Parmi ces sujets on peut identifier :

- **La volumétrie** : on pourrait qualifier d'une certaine manière le Grand débat d'un exercice de massification de la participation citoyenne non électorale. Les volumes à traiter ont été assez inédits et ont eu des impacts pour le travail des différents intervenants tout au long du processus (comment faire du tirage au sort pour des conférences de citoyens à si grande échelle ? comment traiter l'ensemble du matériau ? faut-il répondre par échantillonnage ou exhaustivement ?...). Les questions alors soulevées et les solutions apportées ont donc été également inédites. Ces solutions peut-être neuves et intéressantes pour certaines (et pas seulement pour des démarches de ce volume) mériteraient d'être capitalisées.
- **L'impact de l'exposition médiatique** d'une participation massifiée dans un délai (très) contraint et mouvant : ce cadre a accentué quelques zones de tension d'une démarche de participation qui se jouent justement dans ce « back office » :
 - L'importance prise par l'outil numérique et surtout la **culture numérique** liée au fait que la plateforme numérique était le premier espace ouvert largement et massivement public du Grand débat. Dans ce contexte, une corrélation s'est naturellement dessinée entre confiance dans le Grand débat et réussite de l'outil numérique. Et la première des réussites a consisté à assurer la robustesse du site, qu'il puisse supporter le nombre de connexions. On voit s'esquisser ici une question transposable : celle du dialogue entre culture technique (ici digitale) et culture participative avec le potentiel conflit de hiérarchie des priorités entre fonctionnement (faire que ça marche) et orientation (s'attacher à la qualité du processus et du résultat).
 - La traduction en pratique du respect des engagements pris. Volume, médiatisation peuvent potentiellement donner un impact plus que proportionnel à toute adaptation de la démarche, générer un effet de débordement. On voit alors potentiellement apparaître une **rigidification du respect des principes et des engagements** ; on veut absolument que le processus se déroule conformément aux engagements et promesses prises en amont.
 - Le dialogue nécessaire entre **les différentes ingénieries de médiation de la parole citoyenne**. L'ingénierie participative des prestataires a trouvé des interlocuteurs au sein de la gouvernance du Grand débat. Ces interlocuteurs mobilisés traitent tous des relations à la parole du public mais dans des cultures ou des modes différents : la communication, l'opinion, le web social...Il semblerait peut-être intéressant de trouver un espace de rencontre entre ces différentes ingénieries pour permettre à l'ingénierie participative d'articuler au mieux ses interventions.
- Comment éviter **l'amnésie** ? Cet exercice a une dimension inédite. Il paraît indispensable de non seulement conserver la mémoire quant aux méthodes et aux résultats mais également de l'ensemble de ce corpus de mesures opérationnelles qui s'est agencé dans les coulisses.
- **Le cloisonnement de la gouvernance** s'est manifesté dans cet exercice comme dans d'autres. Cela reste une difficulté à traiter.

2. Analyse des données et synthèse(s) du Grand Débat National et du Vrai Débat

Avec : Antoine Brachet, Directeur Intelligence collective de Bluenove ; Laurent Dartigues, CNRS, laboratoire Triangle (Lyon), Groupe de travail sur les gilets jaunes ; Sophie Guillain, Directrice Générale de Res publica

Animation : David Prothais, administrateur de l'ICPC



Questionnements partagés

L'atelier débute par un tour de table afin de recueillir les interrogations des participants sur le sujet :

- Quelle masse critique ?
- Quelle tension entre le quantitatif et le qualitatif ?
- Est-on parvenu à rendre compte de manière loyale et efficace des contributions ? Comment s'assurer qu'il y ait un impact sur les décisions ?
- Comment mesurer la pertinence de chacune des propositions ?
- Comment qualifier ces données ? Qu'est ce que cela dit de nos politiques publiques ? Qu'en fait-on maintenant au niveau des administrations ?
- Comment faire de la participation à large échelle ? Existe-t-il un seuil à partir duquel on retrouve un même arc argumentaire ?
- Comment ne pas tomber dans l'écueil du sondage ?
- Il y a un enjeu de massification sur lequel on peut poser un regard critique. Est-il possible de rendre compte de la diversité des opinions ?
- Quels sont les difficultés et les biais rencontrés pour les analyses ?
- Comment traitez-vous les comptes-rendus des RIL ? Quelle est la place de l'intelligence artificielle ?
- Pour l'analyse des plateformes, tout ne peut pas passer par des logiciels. Il faut accepter la perte et le bricolage.
- Comment faire mieux pour la suite ?
- Que peut-on dire d'un corpus sémantique sans connaître les participants ?

Présentations des intervenant.e.s

Les contributions libres

Antoine Brachet est Directeur Intelligence collective de Bluenove. Dans le cadre du Grand débat national, Bluenove a participé à l'analyse des contributions libres reçues, avec le consortium Roland Berger et Cognito.

Les contributions libres regroupant les comptes-rendus des réunions d'initiative locale (RIL), les courriers papier et électroniques ainsi que les cahiers citoyens ont formé au fur et à mesure une matière considérable et exploitable pour en tirer une sorte de synthèse. La BNF a numérisé l'ensemble des documents. Est-on capable de tout traiter ? Retranscrire toutes les contributions représente un travail titanesque. Au début, seulement 66% des contributions ont été retranscrites.

La méthode utilisée est l'**analyse lexicologique**, c'est-à-dire la reconnaissance statistique des occurrences. Ce choix a été fait pour deux raisons, car la méthode est :

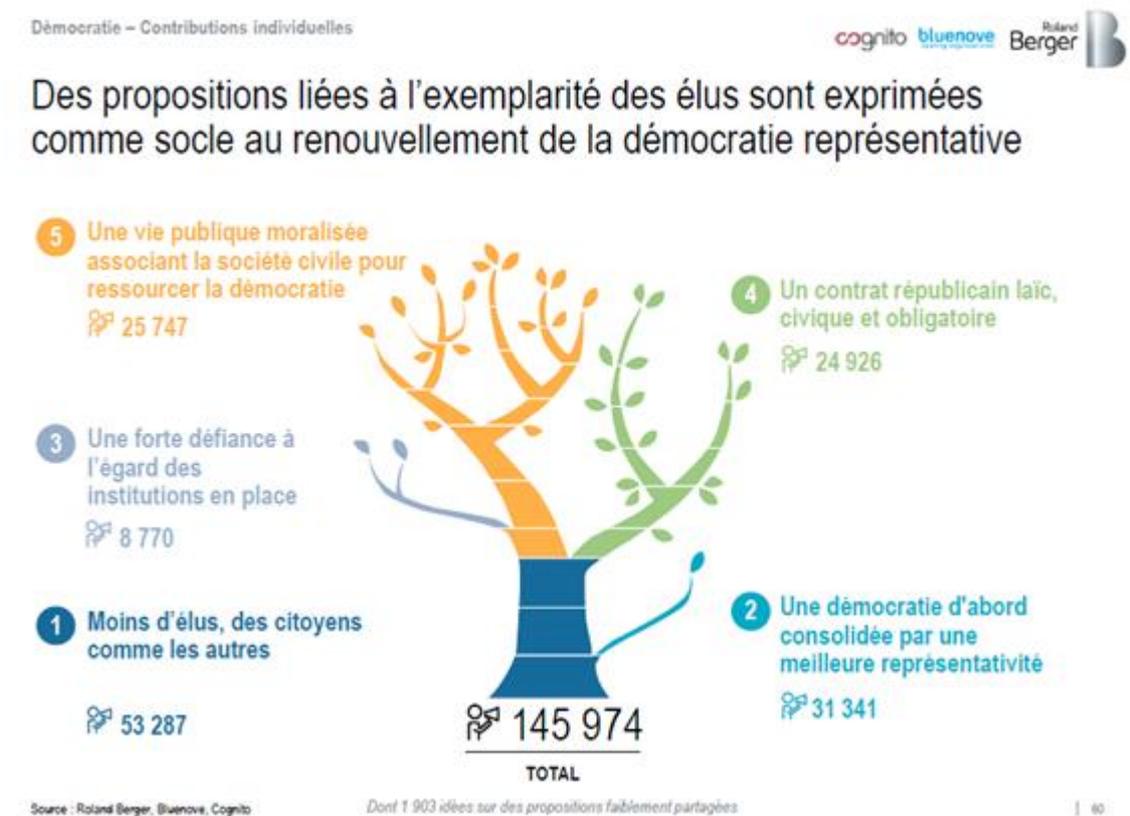
1. Respectueuse de la parole citoyenne dans sa diversité ;
2. Ascendante : l'on part des sujets qui émergent (pas de recherche à partir de termes prédéfinis).

D'abord, nous avons identifié les propositions, puis les enjeux, ensuite les thèmes. A travers l'analyse de ce corpus, huit thèmes ont été mis à jour. Un échelon intermédiaire a été créé celui des préoccupations, afin de faire remonter des champs sur lesquels les citoyens s'interrogeaient, sans forcément donner d'opinion. La méthodologie retenue nous évite d'aboutir au « TOP 10 » des propositions. Nous avons utilisé les arbres de connaissances³.

- **Le tronc** représente les propositions qui font **consensus**, c'est le premier point d'attention. (ex : « les élus, des citoyens comme les autres »)
- **Une bifurcation** (naissance d'une branche) manifeste une **différenciation ou un contraste, traduisant des priorités différentes entre deux groupes de propositions**, sans opposition directe ou comparaison terme à terme des propositions au sein des branches.
- **Une branche** (ensemble de propositions exprimées conjointement dans les contributions) est la **représentation d'un segment d'opinion**.
- Une **feuille en milieu de branche** représente une différenciation menant à une **proposition unique** (bifurcation donnant naissance à une branche ne comportant qu'une proposition).

Les feuilles apparaissant en haut de l'arbre représentent en général des propositions mentionnées moins fréquemment dans le corpus que les autres propositions de la branche

Exemple d'arbre de connaissances sur le thème "Démocratie" :



³ Concept développé par MM. Serres, Authier et Lévy : <https://www.cairn.info/les-arbres-de-connaissances--9782707130440-page-17.htm>

Ces arbres offraient, selon nous, la possibilité de faire comprendre la richesse des contributions au gouvernement. Plus de 1000 propositions ont émergées des contributions libres catégorisées en 8 thèmes, et présentées sous forme de 8 arbres de connaissances

Afin de permettre l'appropriation de la synthèse, nous avons souhaité élaborer des arbres cliquables, mais l'on n'a pas réussi à faire passer l'idée.

Pour conclure, ce que l'on peut retenir :

1. Les contributions libres permettent aux citoyens d'exprimer des préférences spontanées. Celles-ci correspondent à l'expression des préoccupations qui viennent en premier à l'esprit, parmi un ensemble théorique d'options possibles particulièrement large (700 propositions citoyennes dans le référentiel citoyen, probablement 1000 ou 1500 en incluant les expressions spontanées « uniques »). Dans ce contexte, la parole citoyenne devient le marqueur d'une urgence partagée, et non l'expression assistée et orientée d'une réponse à une question. C'est alors la vraie hiérarchie des préoccupations qui s'exprime.
2. Les propositions des citoyens se caractérisent par des degrés de maturités différenciées : la réponse politique associée devrait être proportionnée (pédagogie sur les thèmes non traités, apport d'expertise sur les préoccupations et débat délibératif impliquant les citoyens concernés sur les propositions les plus techniques). C'est pourquoi, nous avons cherché à faire une cartographie de dissensus : « la synthèse n'est pas satisfaisante car on perd une richesse ».



Pour aller plus loin

Méthodologie :

<https://granddebat.fr/media/default/0001/01/cf33801fb8cd84cb648a59c23e68de1a99894558.pdf>

Rapport final :

<https://granddebat.fr/media/default/0001/01/e5d08f013099aaa17981cb61e508c8b299461683.pdf>

Les Conférences Citoyennes Régionales (CCR)

Sophie Guillain est Directrice Générale de l'agence de concertation Res publica qui a conduit, aux côtés de Missions Publiques, la mise en œuvre des 21 Conférences Citoyennes Régionales (CCR) dans le cadre du Grand débat national, les week-ends du 15 et du 22 mars.

Il faut d'abord comprendre la démarche et le déroulement des CCR pour en comprendre la synthèse :

- 1400 citoyens tirés au sort ont participé aux CCR, mais elles ont également mobilisé 32 animateurs sous pilotage de Res publica et Missions Publiques, 195 facilitateurs bénévoles et 19 personnes ressources. Les CCR se sont déroulées suivant des formats à peu près similaires, sauf dans les DOMTOM où il y a eu des adaptations.
- En arrivant, les participants tiraient au sort une des 4 thématiques sur laquelle ils allaient travailler pendant toute la durée de la conférence. La plupart ont gardé leur thématique tirée au sort.
- Les CCR étaient organisées autour de 5 sessions de travail. La réflexion a commencé par une phase de diagnostic collectif (Ce qui va bien/pas bien ; ce qui fait débat ; problèmes clé). L'objectif était de délibérer et qualifier les points de vue des participants ; ensuite d'identifier

les consensus et dissensus sur chaque thème ; pour enfin aboutir à un certain nombre de propositions et les prioriser.

- Le dispositif était construit en entonnoir pour amener à des propositions. Néanmoins, la restitution ne se limitait pas seulement à des propositions priorisées, elle rendait compte également des appréhensions, des positionnements individuel et collectif, etc.
- Chaque week-end, 14 CCR se déroulaient simultanément. La préoccupation d'avoir des restitutions comparables entre tous les animateurs était donc forte et a guidé le calibrage des supports.

Le traitement des données papier (post-it, supports papier) s'est fait à la main, pour aboutir à une synthèse par région. Un format de restitution unifiée a été structuré, avec un sommaire identique présentant le diagnostic, les problématiques et les propositions.

Le processus de délibération des CCR a été trop souvent résumé, notamment par les journalistes au moment de la restitution, aux tableaux finaux de priorisation des propositions, en oubliant le travail d'explicitation des arguments.

La restitution pour le 8 avril a nécessité un travail énorme pour aboutir à « une synthèse des synthèses » seulement deux semaines après la fin des CCR. Une synthèse regroupant les propositions par thématique a également été réalisée.

Pour aller plus loin



Synthèse :

<https://granddebat.fr/media/default/0001/01/6615225e221e8ee7b1a3fc738bd1dcf57eb2b148.pdf>

Synthèse en bref :

<https://granddebat.fr/media/default/0001/01/0fb76a304e8f30869c8e8b34f14cb564b18f4836.pdf>

Le Vrai Débat

Laurent Dartigues est chercheur au CNRS. Il fait partie d'un groupe de travail sur les Gilets jaunes d'une vingtaine de chercheurs s'est constitué au laboratoire Triangle basé à Lyon pour analyser les contributions de la plateforme du Vrai Débat⁴.

Le Vrai Débat, lancé par des Gilets jaunes, en réaction au Grand débat national initié par le gouvernement a bénéficié d'une moindre médiatisation. D'après les études du laboratoire Lerass (Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales) de Toulouse, le Grand débat national a fait l'objet de 64.000 articles en comparaison aux 800 articles sur le Vrai Débat (étude réalisée en 3 mois). Il a eu un succès limité mais étant donné la médiatisation dont il a bénéficié, le résultat est très honorable.

La plateforme en ligne du Vrai Débat est la même que celle déployée pour le Grand débat national, développée par Cap Collectif et fournie gracieusement, opérante du 30 janvier au 3 mars. Contrairement à celui-ci, neuf thématiques/sections ont été retenues, d'expression libre, avec la

⁴ Présentation de la démarche du laboratoire <http://triangle.ens-lyon.fr/spip.php?article8544>

possibilité d'aborder d'autres sujets de société, selon les recommandations émises par la Commission Nationale du Débat Public⁵. Il est facile de faire le bilan de chaque thématique.

Les contributeurs pouvaient soumettre des propositions et arguments mais aussi partager des ressources informatives. Les propositions peuvent être amendées et les votants pouvaient justifier leur vote (favorable, défavorable ou mitigé) par un argument ou une source. Les arguments pouvaient eux-mêmes être votés à l'aide de « like », ce qui a incité à l'argumentation et l'on note une bonne qualité argumentative : peu de registre émotionnel, peu d'agressivité, peu de vulgarité, des efforts de synthèse avec parfois des « tartines d'argumentation », l'expression de compétences voire d'expertise sur certains sujets.

La plateforme du Vrai Débat en quelques chiffres :

- 45.000 contributeurs
- 25.000 propositions
- 92.000 arguments
- 900.000 votes
- Un corpus de 8.5 millions de mots
- 1% des contributeurs ont produit 35% des propositions.

Quels dysfonctionnements de la plateforme ? Les propositions les plus populaires mises à la une étaient « sur-exposées » tandis qu'il était difficile d'aller chercher les propositions au-delà de la première page, ce qui a donné lieu à un certain nombre de propositions en doublon.

Quels avantages ? La fonctionnalité de vote sur les propositions et argumentations a permis de dépasser le catalogue de doléances. L'absence de questionnaire évite la simple consultation sur un périmètre imposé et la tripartition du vote empêche la polarisation du débat entre « pour » et « contre » : le tout fait de cette plateforme un outil d'intelligence collective, propositions et arguments s'invitent en quelque sorte à la table des négociations, débattent entre elles. Ce processus a permis de faire émerger un diagnostic et une demande de participation à la construction de l'action publique, éloignée d'une vision verticale du pouvoir.

Tout comme le Grand débat, le Vrai débat ne recueille pas de données personnelles sur les participants donc il n'est pas possible de faire une analyse sociologique. Malgré cela, le mode de recrutement par le Facebook® des Gilets Jaunes et par ailleurs les premières enquêtes à ce jour disponibles (Quantité critique, Sciences Po Grenoble, Centre Émile Durkheim de Bordeaux, Institut Kantar, etc.) nous incitent à estimer que la sociologie des contributeurs du Vrai Débat se rapproche de la sociologie des Gilets Jaunes.

Méthode d'analyse

La plateforme en ligne est une 1^{ère} étape dans le processus du Vrai Débat en vue de dégager un socle programmatique pour les Assemblées Citoyennes, pour lesquelles les équipes de Gilets Jaunes du Vrai Débat ont sollicité des chercheurs pour faire une synthèse, ce qui a nécessité un dialogue pas toujours facile mais stimulant pour faire comprendre ce que nous étions en mesure de faire.

Nous avons sélectionné les propositions les plus consensuelles et populaires : ont été retenues les propositions avec un score supérieur à 0 (le nombre de votes favorables moins le nombre des votes défavorables et mitigés) et qui ont recueilli 85% de votes favorables. Nous avons fait le même

⁵ Rapport de la CNDP, sur la mission d'accompagnement et de conseil pour le Grand débat national https://www.debatpublic.fr/sites/cndp.portail/files/documents/01-rapport-missiongd_ok-1.pdf

exercice avec le consensus négatif c'est-à-dire les propositions avec 80% de votes négatifs, recueillant au moins 50 votes, afin de repérer les propositions qui font l'objet d'un rejet très significatif. Ressortent 103 propositions qui totalisent 30 000 votes qui montrent par exemple que les discours anti-immigration ou anti-mariage pour tous sont réprouvés par la plateforme. Pour ce qui est du consensus positif, nous obtenons :

- 1059 propositions regroupant 391.000 votes.
- 4 blocs de revendications : transformation du système politique ; renforcement des services publics ; justice sociale et fiscale ; urgence écologique.

Nous avons mené une exploration textométrique via le logiciel TXM du reste du corpus pour vérifier la cohérence des tendances dégagées. Nous avons commencé à mener des parcours de lectures aidées par des outils courants de textométrie : il s'agit de constituer des sous-corpus à partir des grandes thématiques identifiées par la lecture des 1059 propositions. Ces parcours sont aussi élaborés de manière « artisanale », on se doit de tout lire attentivement, à la fois les propositions et les arguments.



Pour aller plus loin

Processus :

<https://www.le-vrai-debat.fr/processus/>

Synthèses :

<https://www.le-vrai-debat.fr/syntheses/>

Méthodologie :

https://www.le-vrai-debat.fr/wp-content/uploads/2019/03/triangle_1803.pdf

Synthèse des échanges

Q. Pourquoi ne pas avoir eu une harmonisation des formats de synthèses, qui donne le sentiment que les différents dispositifs n'étaient pas articulés ?

Joana Janiw. L'objectif du Grand débat national n'était pas bien calibré au départ, cela a eu un impact sur la définition des méthodes et des outils puis sur les restitutions. Selon l'objectif, le champ des possibles en termes de méthodes est infini.

Sophie Guillain. Les prestataires n'ont pas eu de commande d'une synthèse des synthèses et ont rencontré des limites au niveau du temps et de la méthode. Il y avait une crainte que cette synthèse globale soit instrumentalisée.

Antoine Brachet. Etant donné que les productions étaient très différentes et que les attendus peu clairs, les formats des synthèses étaient volontairement libres et hétérogènes, ce qui n'était pas jugé problématique.

Q. Avez-vous une obligation de numériser le matériel pour les Conférences Citoyennes Régionales ?

Sophie Guillain. Non il n'y a aucune obligation. Le matériel papier des CCR n'a pas été digitalisé mais l'on se rend compte de la nécessité à minima de les archiver avec la BNF.

Q. Comment appréhender la participation à large échelle ?

La question de la large échelle se pose aussi bien à des niveaux infra qu'au national. Elle s'est posée pour le numérique mais aussi pour le présentiel de manière inédite.

Hélène Landemore. Néanmoins, il faut souligner que le Grand débat n'est pas le seul exemple dans le monde de consultation large. Le Grand débat a été une expérience inductive très intéressante. L'on peut regretter que les chercheurs n'aient pas été plus associés dans l'élaboration du dispositif pour capitaliser.

Q. Comment traiter ce corpus et en rendre compte pour le plus grand nombre ?

Sophie Guillain. Une des préoccupations principales des opérateurs est que les synthèses aient un impact et soient entendues par les décideurs. Cet enjeu est partagé : l'initiative citoyenne de la « grande annotation », qui a permis de classer et d'annoter les contributions de la plateforme grâce à des volontaires, a par exemple envoyé un extrait de quelques contributions à des députés.⁶

Gilles-Laurent Rayssac. Présenter aux décideurs une synthèse des synthèses serait contre-productif car ils ne sauraient pas quoi en faire. Certains politiques ont entendu les sujets de préoccupation qui ont émergé du Grand débat, même si l'on peut estimer que cela prend trop de temps.

Joana Janiw. Ensuite, au niveau de l'Etat, les Ministères ont reçu la commande de prendre en charge les contributions et le matériau en lien avec leurs compétences. Cela demande un travail considérable de classification entre les politiques publiques déjà existantes, et sous quel pouvoir décisionnaire référent. Les services se posent la question des impacts sur leurs propres pratiques.

Q. Comment faire que les citoyens s'approprient les synthèses ?

Laurent Dartigues. Le Vrai Débat a été pensé pour être la première phase d'un processus qui vise à susciter un désir de politique à long terme. Il est difficile de savoir de quoi les citoyens ont besoin pour se mettre en mouvement. L'enjeu est que les synthèses soient diffusées et appropriables, même si l'on ne sait pas ce qu'ils vont aller puiser dans ce matériau.

Q. Comment en tirer des choses intéressantes dans l'action quotidienne ?

Gilles-Laurent Rayssac. Il est difficile de mesurer à moyen et long termes les effets du Grand débat national. Cela peut s'insérer dans le fonctionnement dans la société. Après la phase de synthèse par les opérateurs, les chercheurs vont s'emparer des données du Grand débat national pour aller plus en profondeur. Il est nécessaire de se doter un mode d'emploi de ce corpus qui aille au-delà de la synthèse.

⁶<https://grandeannotation.fr/>

3. Quelles incidences sur la participation citoyenne dans les territoires ?

Quelques 10.000 réunions d'initiative locale ont été organisées, pour moitié par des élus et institutions, sur l'ensemble du territoire national. La mise en lumière de cet exercice participatif produira-t-elle des effets sur la perception des élus et administrations, et sur les attentes des citoyens concernant la participation ?

Animation : Etienne Ballan, Sylvie Barnezet, Pascal Jarry



Synthèse des échanges

Est-ce que le Grand débat a permis l'émergence et la diffusion d'une certaine culture territoriale de la participation ou est-ce qu'il a permis de tuer le mouvement social ?

Les participants, après avoir défini les trois thématiques ci-dessous, se sont répartis en sous-groupes.

Les élus

Pour certains, le Grand débat a permis de transcender les partis et courants politiques. Des citoyens se seraient saisis des espaces et continueraient à échanger, à pousser pour plus de participation. Il n'y aurait ainsi pas de retour en arrière possible en matière de participation.

Cela ouvre la possibilité de voir émerger des programmes pour les municipales, de nouvelles listes qui s'appuient sur une démarche participative, notamment dans les petites communes.

L'enjeu est de passer de l'expression à la prise en compte de la parole citoyenne et de permettre sur des territoires de revoir des politiques publiques.

La conséquence est un **nouveau vécu et de nouvelles pratiques pour les élus**, qui les obligent à « sortir de la liste de courses ».

Les citoyens

La réflexion s'est articulée autour de deux aspects :

- **La place du citoyen dans les décisions publiques** : Est-ce que ça va faire bouger la place du citoyen ? Ils peuvent être plus vigilants notamment sur la co-construction des règles du jeu, sur la question de la garantie de l'animation et les outils à mobiliser, mais aussi sur les suites et les effets de la participation. Est-ce que cela va déboucher sur une auto-organisation citoyenne dans certains territoires ? Comment organiser la rencontre et un lien pérennes avec les élus et créer les conditions de l'écoute ?
- **L'outillage et la formation du citoyen** : Comment outille-t-on les citoyens pour délibérer et que ça ait un impact sur la décision ? Comment organiser la montée en compétence ? Qui peut outiller : quelle place des universitaires, des associations, des praticiens ? L'outillage serait tellement structuré qu'il obligerait les élus à les prendre en compte (certains espaces participatifs sont plus délibératifs que certains espaces d'élus). Des pistes sont évoquées : fablab citoyens, Maisons des habitants, instances participatives (ex : pré-conseil municipal citoyen), valorisation de l'engagement. Cela pose la question des moyens de

l'indépendance et de ses garanties, et du financement de la démocratie participative, par des agences.

Les communs

Les échanges ont fait ressortir plusieurs constats partagés :

- L'intérêt pour les communs révèle **une envie des citoyens de « prendre part »**
 - Socialisation, dons contre dons, motivation pour participer
 - Donner envie collectivement en prenant en compte que les gens n'ont pas le temps
 - Identifier des objets avec des marges de manœuvre
- L'importance d'**espaces spécifiques** pour la participation est soulignée
 - Ne pas réinventer des espaces, mais s'inscrire ceux qui existent déjà
 - Mettre en scène des nouveaux espaces de décision, dés-institutionnaliser les espaces
 - Créer des espaces de fertilisation croisée, gommer les casquettes, permettre la rencontre physique
- **Croiser les avoires et les avis**
 - Inviter élus et citoyens pour se rencontrer, pour connaître, se reconnaître, pour faire ensemble
 - Reconnaître les dynamiques citoyennes
 - Elus / administration sous le regard des citoyen.ne.s, pour aiguiller
 - Déconstruire les schémas, les rôles
- **Les services publics, services aux publics** : Une certaine pression existe sur le maintien des services publics. La question de l'action publique et des finances publiques est posée. Le service au public est un droit. Un espace d'engagement bénévole, le fonctionnaire est garant de l'équité territoriale pour l'accès au droit.
- **Une visée démocratique** : l'enjeu est de passer d'un citoyen contributeur à un citoyen décideur.

